

se refaire ; et puis, les canadiens qui sont aux Etats-Unis ne se pressent pas de revenir, il faut les pousser. Mais quelqu'un se lèvera-t-il en chambre pour demander pourquoi le gouvernement de la province est purement et essentiellement théocratique, pourquoi le représentant de la province à l'Exposition de Philadelphie est un abbé, pourquoi les institutions monacales ont le droit de faire concurrence aux commerçants, sans payer ni licence ni droits, pourquoi on ne songe pas à établir des cours publics libres, où toutes les branches des connaissances humaines soient enseignées, afin que nous ayons des hommes pour toutes les carrières dans un pays dont les ressources variées peuvent donner naissance à de nombreuses carrières nouvelles, pourquoi, pourquoi..... eh ! nous n'en finirions pas de poser des questions. Ces questions, elles sont dans la bouche d'une foule de gens ; nous ne faisons pas de radicalisme, comme le prétend naïvement et méchamment la presse qui nous attaque, mais nous sommes dans un pays tellement en dehors des conditions intellectuelles des autres pays que le moindre essai de réforme semble monstrueux ; nous jouons le rôle de bête noire parce que nous secouons une société qui s'est fait une seconde nature de la léthargie et pour qui tout froissement est douloureux, parce que nous voulons l'éveiller au sein des fantômes qui l'agitent et dans le cauchemar qui l'obsède. Dès que les yeux seront ouverts et les esprits éveillés, on trouvera que le *Réveil* est resté bien en deçà du but que nous atteindrons un jour, et qu'il n'a encore fait que les premiers pas dans la voie du progrès.

Nous croyons qu'il n'est pas déplacé de reproduire ce que dit à ce propos le *Star* de Montréal, qui juge notre œuvre avec l'impartialité du témoin qui est en dehors du conflit ; cet article du *Star*, qui a paru la semaine dernière, est un article de fond, sérieux et pesé, qui juge une situation et qui l'exprime avec mesure. On verra combien il contraste avec les sottises et méchantes invectives auxquelles le *Réveil* est en butte ; voici cet article tel qu'il a paru tout entier :

SINCÉRITÉ DE LA DÉCLARATION D'ARGENTEUIL.

Les journaux canadiens-français sont actuellement engagés dans une discussion qui prend de l'importance du fait qu'elle a rapport à une controverse ouverte par M. Huntington, continuée par Sir Alexander T. Galt et de laquelle une certaine partie de la presse libérale du pays s'occupe encore. On se rappelle que, il y a quelque temps, l'archevêque de Québec a solennellement frappé de censure ecclésiastique le *Réveil*, journal hebdomadaire fondé par M. Arthur Buies. Cet écrivain jouit d'une grande réputation et est regardé comme la meilleure plume française du Canada. Excentrique sous bien des rapports, il a, au point de vue ultramontain, des idées libérales très avancées. Il se raille des restrictions auxquelles la presse canadienne-française est soumise ; il déplore tout aussi éloquemment, et même dans des termes plus énergiques que M. l'abbé Chandonnet, les idées arriérées de ses compatriotes ; il demande pour la génération naissante une éducation plus libre et plus élevée que celle qu'on donne aujourd'hui ; il demande enfin que ses compatriotes s'affranchissent du contrôle du clergé dans les affaires politiques. Il déclare que la pensée et l'opinion sont baillonnées et le développement intellectuel entravé par les conditions sociales que l'on a faites à la population du Bas-Canada. Son libéralisme est celui des Rouges de 1849, libéralisme bien différent de celui du *Parti National* actuel. M. Buies appartient à l'école de Gladstone, et, naturellement,

il a encouru la censure du clergé et le blâme de la presse politico-cléricale.

La *Gazette de Sorel*, journal libéral, dénonce également le *Réveil* et, finalement, le *National*, organe par excellence du parti libéral canadien-français, répudie, complètement et sans réserve, le *Réveil*, M. Buies et ses doctrines. L'attitude prise par le *National* dans cette question, demande la sérieuse attention des orateurs et écrivains protestants qui, jusqu'à ce jour, ont cru que la presse libérale canadienne-française était engagée par son programme à défendre la liberté de la pensée, de la parole et de l'éducation. A Argenteuil, M. Huntington a averti les protestants anglais et écrivains protestants qui, jusqu'à ce jour, ont cru que la presse libérale canadienne-française était engagée par son programme à défendre la liberté de la pensée, de la parole et de l'éducation. La partie de la presse anglaise qui se distingue par cette variété de protestantisme dont l'intolérance est aussi grande que celle que l'on reproche aux ultramontains, a répondu à l'appel et fait encore la lutte sur ce terrain, avec plus ou moins de vigueur. Le résultat de ses efforts n'a été jusqu'à présent que d'ébranler la confiance des conservateurs protestants en leurs amis, et, nous le craignons bien, de fortifier les préjugés catholiques romains et d'avenimer les animosités religieuses. Les hommes d'état et la presse ont échoué dans leur tentative de sonder les principes religieux des chefs de partis de notre province. Nous avons toujours prétendu que les hommes politiques, libéraux comme conservateurs, ne songent qu'à se faire de l'église un auxiliaire, un agent, et qu'ils lui garderont obéissance apparente tant qu'ils auront l'espoir qu'elle pourra les aider dans l'exécution de leurs projets. Tant que les conservateurs ont eu la plus large part dans la confiance du clergé, les libéraux ont posé en martyrs, en victimes expiant les principes d'une juste tolérance. Mais aussitôt que la bulle *Inter multas sollicitudines* est venue disperser les prétentions de la presse ultramontaine la plus outrée, aussitôt que le mandement de l'Archevêque de Québec est venu condamner les menées des charlatans d'infailibilité religieuse et politique, les libéraux ont renoncé à tous leurs subterfuges et se sont déclarés enfants soumis de l'église, prêts à la suivre dans toutes leurs démarches. Ce qui s'est passé depuis un an prouve à l'évidence que rien n'est plus vide de sens que les protestations religieuses des hommes politiques de notre province. La religion est une puissance et ils s'en servent au plus grand profit de leurs intérêts. A mesure que le parti de l'administration s'affaiblira dans la province de Québec, on verra redoubler les protestations de dévouement des chefs politiques, jusqu'à ce que, advenant les prochaines élections générales, on puisse contempler les hommes des deux partis, le front incliné dans la poussière, protestant de leur humilité et de leur obéissance, et demandant l'appui de l'église.

Quel spectacle ce parti libéral canadien-français, si passionnément vanté par M. Huntington et Sir A. T. Galt, présente-t-il aujourd'hui au peuple des droits duquel il s'était déclaré le champion ! Ces prétendus défenseurs de la liberté de la presse s'unissent tous aujourd'hui pour assaillir le seul journaliste canadien-français qui ose élever la voix pour réclamer une plus grande liberté d'opinion. Le *Réveil* n'attaque aucun principe de la foi catholique, il ne cherche aucunement à ébranler les croyances des disciples de l'église romaine, il se borne à demander, pour les canadiens-français, plus de liberté de penser, d'agir et de parler ; il veut une éducation plus élevée, il veut marcher librement lui-même et entraîner ses compatriotes dans la voie du progrès, des sciences et des arts, du commerce et de l'industrie, en deux mots dans la voie du progrès intellectuel et matériel qui distingue les peuples civilisés. Voilà ce qu'il demande, rien de moins, rien au-delà, et pour ce fait il est entièrement répudié par la presse bleue et par la presse rouge.

Nous ne voulons pas exprimer d'opinion sur les mérites de la cause. Nous avons uniquement voulu démontrer aux protestants de notre province combien il est absurde de fonder des espérances sur les principes religieux supposés des chefs de partis. Quand ils entendront crier "au loup !" qu'ils soient bien sûrs d'une chose, c'est que libéraux ou conservateurs ne consultent que leurs intérêts, et que leurs grands cris d'alarme ne sont que des réclames de secours. On n'a pas oublié que, dans l'élection de Montréal-Quebec, c'est le même parti libéral qui a dénoncé M. Thomas White comme franc-maçon. Qu'on juge par là de la sincérité de ces appels dont les auteurs ont voulu faire tant de bruit. Les protestants du Bas-Canada peuvent se soutenir eux-mêmes, et les catholiques ne songent pas à leur contester des privilèges garantis par nos lois et que toute la population protestante du Canada serait, au besoin, prête à défendre. Qu'ils aient donc plus de confiance dans leurs